

AUDIT EUREX

Société de
commissaires aux comptes
inscrite sur
la liste nationale des
commissaires aux comptes
de la CRCC
de Paris

**Association d'Action Sociale en faveur des personnels de la ville de Paris
et du département de Paris**

A S P P

Association à but non lucratif régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

35, Boulevard Sébastopol

75001 PARIS

Assemblée Générale

Du 25 Novembre 2020

**Statuant sur les comptes de l'exercice
du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Aux membres de l'Association ASPP

1 - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A S P P, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 7 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid 19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3 - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président du conseil d'administration arrêté le 7 juillet 2020 et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

5 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6 - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 4 Novembre 2020

AUDIT EUREX
Société de Commissaires aux Comptes

Valérie MASSOT
Associée

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Massot', with a large loop at the end.

AUDIT EUREX
Société de Commissaire aux Comptes
28 rue Notre Dame des Victoires
75002 PARIS
RCS Paris 340 900 422

Annexe : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN A FIN :

DEC 19

(N-1 = DEC 18)

(K€)	ACTIF				PASSIF		
	BRUT N	Amort./Dép	NET N	NET N-1		N	N-1
Immob. incorp.	964	959	5	8	Réserves	1 912	1 912
Immob. incorp. en cours					Report à nouveau	1 447	499
Immob. incorporelles	964	959	5	8	Résultat	539	947
					Ss total Fds.propres I	3 898	3 358
Matériel	32 315	23 084	9 231	8 662	Ecarts réévaluation biens propres	32	32
Immob.en cours	819		819	334	Apport avec droit de reprise	1 300	1 300
Immob. corporelles	33 134	23 084	10 050	8 996			
Acomptes sur Immob.			0	0	Subvention invest	8 495	7 749
Immob. financières	133		133	131	Ss tot. Autres Fds.Associatifs	9 827	9 081
					TOTAL FDS PROPRES	13 725	12 439
TOTAL IMMOBILISATIONS	34 231	24 043	10 188	9 135			
					Prov Risques & Charges	108	152
					Prov Pensions et similaires	1 203	1 188
					Ss total provisions	1 311	1 340
					Emprunts et dettes financières (LT)	28	28
					K.PERMANENTS	15 064	13 807
Stocks	278		278	282			
					Emprunts et dettes fin. ets crédit		
Acomptes sur commande			0	0	Avances et acomptes reçus	269	276
Clients	385		385	485	Dettes fournisseurs	1 329	1 645
Autres créances	261		261	1 016	Dettes fiscales et sociales	1 538	1 524
Ss total Créances	646	0	646	1 501	Autres dettes	3	4
					Ss total dettes	3 139	3 449
Valeurs mobilières	0		0	0			
Disponibilités	6 803		6 803	6 050			
Ss total Trésor	6 803		6 803	6 050			
Charges constatées d'avance	288		288	288	Produits constatés d'avance		
TOTAL ACTIF	42 246	24 043	18 203	17 256	TOTAL PASSIF	18 203	17 256

COMPTE D'EXPLOITATION A FIN DECEMBRE

(K€)	ANNEE 2019				ANNEE 2018				ECART	
	Bal. CG	Correc.	Arrêté		Bal. CG	Correc.	Arrêté			
CA Selfs conso	4 970		4 970	55,9%	5 037		5 037	56,6%	-67	-1,3%
CA Cpouce	954		954	10,7%	864		864	9,7%	90	10,4%
Ss tot.Restaur.	5 924	0	5 924	66,6%	5 901	0	5 901	66,3%	23	0,4%
CA Selfs admission	1 001		1 001	11,3%	1 089		1 089	12,2%	-88	-8,1%
CA Conventions	1 951		1 951	21,9%	1 861		1 861	20,9%	90	4,8%
Ss tot.Admission	2 952	0	2 952	33,2%	2 950	0	2 950	33,2%	2	0,1%
CA Autres prestations	17		17	0,2%	47		47	0,5%	-30	-63,8%
TOTAL CA	8 893	0	8 893	100,0%	8 898	0	8 898	100,0%	-5	-0,1%
PRODUITS DIVERS	277		277		267		267		10	3,7%
TOTAL PRODUITS	9 170	0	9 170		9 165	0	9 165		5	0,1%
Achats alimentaires	-4 245		-4 245	-47,7%	-4 191		-4 191	-47,1%	-54	1,3%
Achats boisson	-209		-209	-2,4%	-207		-207	-2,3%	-2	1,0%
Jetables	-213		-213	-2,4%	-205		-205	-2,3%	-8	3,9%
Pdts entretien	-135		-135	-1,5%	-134		-134	-1,5%	-1	0,7%
Fturs Bureau	-23		-23	-0,3%	-25		-25	-0,3%	2	-8,0%
Fturs info	-25		-25	-0,3%	-20		-20	-0,2%	-5	25,0%
Eau	-26		-26	-0,3%	-28		-28	-0,3%	2	-7,1%
EDF/GDF	-321		-321	-3,6%	-278		-278	-3,1%	-43	15,5%
Achat petit matériel	-137		-137	-1,5%	-225		-225	-2,5%	88	-39,1%
Autres achats	-68		-68	-0,8%	-73		-73	-0,8%	5	-6,8%
TOTAL ACHATS	-5 402	0	-5 402	-60,7%	-5 386	0	-5 386	-60,5%	-16	0,3%
Loyer + Charges Siège	-505		-505	-5,7%	-501		-501	-5,6%	-4	0,8%
Loyer + Charges Centres	-123		-123	-1,4%	-139		-139	-1,6%	16	-11,5%
Locations autres	-15		-15	-0,2%	-17		-17	-0,2%	2	-11,8%
Ss tot.Loyers	-643	0	-643	-7,2%	-657	0	-657	-7,4%	14	-2,1%
Entretien dépannage	-427		-427	-4,8%	-341		-341	-3,8%	-86	25,2%
Agencement, installations	-231		-231	-2,6%	-359		-359	-4,0%	128	-35,7%
Contrats maintenance	-623		-623	-7,0%	-492		-492	-5,5%	-131	26,6%
Ss tot.Entretien	-1 281	0	-1 281	-14,4%	-1 192	0	-1 192	-13,4%	-89	7,5%
Contrats maint.info	-120		-120	-1,3%	-115		-115	-1,3%	-5	4,3%
Nettoyage linge	-71		-71	-0,8%	-70		-70	-0,8%	-1	1,4%
Assurances	-60		-60	-0,7%	-61		-61	-0,7%	1	-1,6%
Divers Services extérieurs	-38		-38	-0,4%	-41		-41	-0,5%	3	-7,3%
TOTAL SERVICES EXTERIEURS	-2 213	0	-2 213	-24,9%	-2 136	0	-2 136	-24,0%	-77	3,6%
Honoraires Travaux	-13		-13	-0,1%			0	0,0%	-13	
Honoraires Compta & Jur.	-107		-107	-1,2%	-110		-110	-1,2%	3	-2,7%
Telecoms	-109		-109	-1,2%	-119		-119	-1,3%	10	-8,4%
PTT	-11		-11	-0,1%	-10		-10	-0,1%	-1	10,0%
Autres	-244		-244	-2,7%	-288		-288	-3,2%	44	-15,3%
TOTAL AUTRES SER. EXTERIEUR	-484	0	-484	-5,4%	-527	0	-527	-5,9%	43	-8,2%
VALEUR AJOUTEE	1 071	0	1 071	12,0%	1 116	0	1 116	12,5%	-45	-4,0%
Impôts et Taxes	-471		-471	-5,3%	-566		-566	-6,4%	95	-16,8%
Frais de Personnel	-10 911		-10 911	-122,7%	-11 126	0	-11 126	-125,0%	215	-1,9%
EBE avant subventions	-10 311	0	-10 311	-115,9%	-10 576	0	-10 576	-118,9%	265	-2,5%
Subvention exploitation	12 129		12 129	136,4%	12 851		12 851	144,4%	-722	-5,6%
Conventions "Depense"	-850		-850	-9,6%	-911		-911	-10,2%	61	-6,7%
Autres charges de gestion courante	-12		-12	-0,1%	-17		-17	-0,2%	5	-29,4%
Autres produits de gestion courante	61		61	0,7%	94		94	1,1%	-33	-35,1%
Dot/Rep Provisions	-15		-15	-0,2%	-53		-53	-0,6%	38	-71,7%
Dot Amortissements	-2 261		-2 261	-25,4%	-2 228		-2 228	-25,0%	-33	1,5%
Transferts de charge	10		10	0,1%	10		10	0,1%	0	0,0%
RBE	-1 249	0	-1 249	-14,0%	-830	0	-830	-9,3%	-419	50,5%
Résultat financier	15		15	0,2%	17		17	0,2%	-2	-11,8%
RCAI	-1 234	0	-1 234	-13,9%	-813	0	-813	-9,1%	-421	51,8%
Charges exceptionnelles	-27		-27	-0,3%	-227		-227	-2,6%	200	-88,1%
Produits exceptionnels	73		73	0,8%	329		329	3,7%	-256	-77,8%
Quote part subv. Invest.	1 728		1 728	19,4%	1 660		1 660	18,7%	68	4,1%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 774	0	1 774	19,9%	1 762	0	1 762	19,8%	12	0,7%
RESULTAT NET	540	0	540	6,1%	949	0	949	10,7%	-409	-43,1%



ANNEXE AU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/19 dont le total est de **18 202 831.18€** et au compte de résultat constatant un excédent de **539 406.43€**

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

Changement de méthode d'évaluation :

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice

Changement de méthode de présentation :

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice

Faits caractéristiques de l'exercice :

- Ouverture d'un nouveau restaurant : Rue du pré
- Fermeture d'un restaurant : Mairie du XIII.
- Autres faits marquants : Suite à la fusion Ville et Département de Paris, la subvention n'est plus versée que par la Ville de Paris, mais à hauteur des deux versements cumulés.

1 – CADRE CONVENTIONNEL ET METHODES COMPTABLES

L'association a appliqué le règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2016 modifié par le règlement ANC 2016-07 (sur les comptes annuels des associations et fondations), et le plan comptable de l'industrie hôtelière, dont son activité relève, notamment en matière de recettes et de charges.

Les conventions générales comptables ont été appliquées et notamment le principe de prudence Conformément aux hypothèses de base de :

- Continuité de l'exploitation ;
- Indépendance des exercices ;
- Permanence des méthodes,

L'exercice 2019 s'inscrit dans le cadre de la convention pluriannuelle conclue le 31 décembre 2015 « pour une durée de 4 ans » et qui pourra être reconduite de manière expresse deux fois pour une durée d'un an.

Les notes et tableaux, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

2 – LE BILAN

➤ ACTIF



Les immobilisations corporelles et incorporelles

Valorisation et règles d'amortissement

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue des biens :

Agencements et aménagements des constructions	1 à 10	ans
Installations générales	2 à 10	ans
Installations complexes spécialisées	2 à 10	ans
Mobilier de bureau	2 à 10	ans
Matériel industriel	2 à 10	ans
Vêtements, accessoires, outillage	2 à 10	ans
Mobilier de restauration	5	ans
Matériel de transport	5	ans
Matériel informatique	1 à 8	ans
Logiciel informatique	1 à 3	ans
Matériel de bureau et télématique	1 à 10	ans

Les incidences de la mise en application de la convention sur les comptes

La convention pluriannuelle formalise les accords passés entre l'A.S.P.P. et la collectivité parisienne et précise dans ses annexes II et III les conditions d'utilisation des locaux mis à disposition de l'association.

Les exigences conventionnelles en matière d'immobilisations sont nombreuses.
L'A.S.P.P. doit :

- Utiliser les biens publics qui lui sont mis à disposition ;
- Entretien ces biens ;
- Assurer l'acquisition et/ou réaliser le renouvellement de certains biens.

Les biens investis par l'ASPP dans les restaurants sont considérés comme des biens de reprise.

Les biens qui garnissent le siège administratif sont traités comme des biens propres à l'association.

IMMOBILISATIONS 2019 au 31 décembre

	VALEUR BRUTE début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles			
Logiciels	963 717 €		1 313 €
Total I	963 717 €	0 €	1 313 €
Immobilisations corporelles			
immobilisations anciens biens de retours			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	21 107 415 €		2 261 339 €
Installation techniques, matériel et outillage industriels	7 109 536 €		549 704 €
matériel de transport	12 352 €		0 €
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 798 328 €		41 655 €
Immobilisations en cours	334 340 €		2 905 716 €
Total II	30 361 972 €	0 €	5 758 414 €
Immobilisations des biens de retour renouvelables	0 €		0 €
Total III	0 €	0 €	0 €
Immobilisations financières			
dépôts	130 838 €		2 664 €
autres immobilisations financières	0 €		0 €
Total IV	130 838 €	0 €	2 664 €
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	31 456 526 €	0 €	5 762 391 €

	Diminutions		VALEUR BRUTE fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles				
Logiciels		934 €	964 096 €	
Total I	0 €	934 €	964 096 €	0 €
Immobilisations corporelles				
immobilisations anciens biens de retours			0 €	
Installations générales, agencements et aménagements des constructions		298 457 €	23 070 297 €	
Installation techniques, matériel et outillage industriels		246 916 €	7 412 324 €	
matériel de transport		0 €	12 352 €	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		20 160 €	1 819 823 €	
Immobilisations en cours	2 421 336 €		818 720 €	
Total II	2 421 336 €	565 533 €	33 133 516 €	0 €
Immobilisations des biens de retour renouvelables			0 €	
Total III	0 €	0 €	0 €	0 €
Immobilisations financières				
dépôts			133 502 €	
autres immobilisations financières			0 €	
Total IV	0 €	0 €	133 502 €	0 €
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	2 421 336 €	566 467 €	34 231 114 €	0 €

AMORTISSEMENTS 2019 au 31 décembre

Cadre A		Situation et Mouvements de l' Exercice				
Immobilisations Amortissables		Valeur en début d'exercice	Reclas sements	Augmentations Dotations	Diminutions Sorties /Reprises	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations Incorporelles						
logiciels		955 803	0	4 330	934	959 199
	Total I	955 803	0	4 330	934	959 199
Immobilisations Corporelles						
amortissements CAC				0		0
anciens biens de retour						0
Installations générales, agencements et aménagements des constructions		14 700 639		1 618 759	280 129	16 039 269
Installation techniques, matériel et outillage industriels		5 156 308		550 941	238 762	5 468 487
matériel de transport		5 484		1 817	0	7 301
Matériel de bureau et informatique, mobilier		1 503 323		85 462	20 058	1 568 727
	Total II	21 365 754	0	2 256 979	538 949	23 083 784
immobilisations des biens de retour renouvelables	Total III	0	0	0	0	0
Total Général (I+II+III)		22 321 558	0	2 261 309	539 883	24 042 984

Cadre B			Cadre C		
Ventilations des Dotations aux amortissements de l'exercice			Prov. Amort. Dérogatoires		
Immobilisations Amortissables	Amortis. Linéaire	Amortis. Dégressifs	Amortis. Exceptionnels	Dotations	Reprises

Immobilisations Incorporelles					
logiciels	4 330	0	0	0	0
Total I	4 330	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles					
amortissements CAC	0				
anciens biens de retour	0				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 618 759				
Installation techniques, matériel et outillage industriels	550 941				
matériel de transport	1 817				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	85 462				
Total II	2 256 979				
immobilisations des biens de retour renouvelables	0				
Total III	0				
Total Général (I + II+ III)	2 261 309	0	0	0	0

Cadre D	Mouvements des Charges A Répartir S/Plusieurs Exercices	Montant Net début d'exercice	Augmentations	Dotations exercice aux Amort.	Montant net en fin d'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
Primes de remboursement des obligations					

Les immobilisations financières

Les **133 501.70€** représentent les Dépôts de Garantie pour le Loyer du siège (111 302.37€) également pour le centre de restauration Schœlcher (18 762.93€) ainsi que pour la convention n° 105 - Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaire - (3 436.40€).

Les stocks

	A la fin de l'exercice	au début de l'exercice	variation des stocks	
	31/12/2019	01/01/2019	augmentation	diminution
Alimentation, Boisson, Pharmacie:	144 952.83	144 253.69	699.14	
Autres approvisionnements :	133 366.09	137 747.92		- 4 381.83
Total Stocks	278 318.92	282 001.61	699.14	- 4 381.83

Les stocks des centres de restauration (notamment de produits alimentaires) sont valorisés suivant la méthode du Coût Unitaire Moyen Pondéré.

Les Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale

	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Dépôts et cautionnements	133 501.70		133 501.70
De l'actif circulant			
Avances et acomptes versées	878.76	878.76	
Clients et comptes rattachés	384 979.06	384 979.06	
Débiteurs divers	5 542.09	5 542.09	0.00
Etat & autres collect. Pub.	255 685.85	255 685.85	
Charges constatées d'avance	286 695.94	286 695.94	
Total	1 067 283.40	933 781.70	133 501.70

Un livret associatif a été souscrit en 2013 et au 31 décembre 2019 son solde était de **6 193 761.23€** et a rapporté à l'association des intérêts d'un montant avant impôts de **18 989.81€**. Le taux de rémunération a été le suivant pour 2019 :

- 0,306 % brut du 01/01 au 31/12

Produits à recevoir

Au 31 décembre 2019, les produits à recevoir sont :

		31/12/2019	31/12/2018
418100	Produits factures non établies	18 989.81	25 920.20
468710	Produits à recevoir	-	-
468711	Sub.investissement à recevoir	-	680 000.00
	Total Général	18 989.81	705 920.20

Charges constatées d'avance

DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

	31/12/2019	31/12/2018
plan de formation	86.78 €	269.86 €
Abonnement - documentation	2 728.08 €	2 435.46 €
Sous-traitance générale		78.31 €
Sous-traitance informatique	82.18 €	
Dépôt de garantie		
Loyer siège	108 248.96 €	105 939.12 €
Charges locatives siège	15 165.00 €	15 165.00 €
Charges locatives parking	4 080.00 €	4 074.41 €
Loyer Schoelcher	18 765.62 €	18 410.45 €
Charges Poissonniers	3 918.32 €	3 918.32 €
Charges locatives RIE		
Agencement installation		9 891.84 €
Contrat appareils de lavage		
Contrat curage bacs à graisse	3 231.83 €	
Contrat mat.frigorifique		- €
Contrat d'entretien bien mobilier	1 083.33 €	407.84 €
Contrat laverie plonge		
Contrats de maintenance		
Contrat de maintenance informatique	80 739.67 €	104 209.09 €
Dératisation	2 875.00 €	9 835.86 €
Versement sur Apprentissage		187.32 €
Contrats curage - bacs à graisse		9 735.70 €
Contrats climatisation		
honoraires comptabilité et juridique	2 706.22 €	2 648.48 €
Médecine du travail	17.25 €	
Assurances	42 967.70 €	1 223.93 €
Divers rémunérer.intermédiaire		
Telecoms		
Publication & communication		29.59 €
Total	286 695.94 €	288 460.58 €

➤ 2-2. PASSIF

Réserves

Ce compte a enregistré au 31.12.1999, en application du règlement N°99-01 susmentionné les fonds propres de l'association constitués des subventions pour investissement sans droit de reprise (0.646 M Euros), et des subventions pour investissement avec droit de reprise (1.264 M Euros). Il n'a pas été mouvementé au depuis plusieurs exercices.

Subvention d'investissement

La subvention de 2019 reçue a été d'un montant de **3 153 000€** dont **680 000€** en complément pour les travaux du restaurant **Boulogne**, comptabilisé en subvention à recevoir et utilisée en 2018, et **2 323 000€** pour les travaux du restaurant **rue du Pré**.

Le tableau précise les variations enregistrées en conséquence de cette décision, sur le montant de la subvention d'investissement inscrite au bilan de l'exercice :

. Incidence du financement des investissements :

Conformément aux règles et méthodes comptables applicables à l'association, la subvention d'investissement est reprise dans le compte de résultat (affectée en produits) pour la quote-part correspondant aux dotations aux amortissements (charges) enregistrées pour l'exercice sur les biens qu'elle a permis de financer.

Les investissements acquis en 2019 ont été financés selon le détail ci-après

SUBVENTIONS 2019 au 31 décembre			
Montants versés	VALEUR BRUTE début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Sub investissement			
Sub 2001	128 972.81 €		0.00 €
Sub 2004 825 250.00 €	825 250.10 €		0.00 €
Sub 2005 500 000.00 €	499 999.91 €		0.00 €
Sub 2006 1 000 000.00 €	1 000 000.66 €		0.00 €
Sub HdV 2 126 000.00 €	2 126 000.00 €		0.00 €
Sub M15 700 000.00 €	700 000.00 €		0.00 €
Sub 2007 1 174 000.00 €	1 174 000.00 €		0.00 €
Sub 2008 4 100 000.00 €	4 100 000.00 €		0.00 €
Sub 2009 3 000 000.00 €	3 000 000.00 €		0.00 €
Sub 2010 3 501 000.00 €	3 501 000.00 €		0.00 €
Sub 2011 1 486 000.00 €	1 486 000.00 €		0.00 €
Sub 2012 300 000.00 €	300 000.00 €		0.00 €
Sub 2013 540 000.00 €	540 000.00 €		0.00 €
Sub 2014 270 000.00 €	270 000.00 €		0.00 €
Sub 2015 300 000.00 €	300 000.00 €		0.00 €
Sub 2016 300 000.00 €	300 000.00 €		0.00 €
Sub 2017 300 000.00 €	300 000.00 €		0.00 €
Sub 2018 300 000.00 €	300 000.00 €		0.00 €
Sub 2019 150 000.00 €	0.00 €		150 000.00 €
Sub Mazas 1 560 636.00 €	1 560 636.00 €		0.00 €
Sub Boulogne 2 249 562.00 €	2 249 562.00 €		0.00 €
Sub Scholecher 1 710 000.00 €	1 710 000.00 €		0.00 €
Sub Bédier 337 600.00 €	308 038.35 €		14 019.40 €
Sub rue du pré 3 303 438.00 €	0.00 €		2 246 500.46 €
TOTAL GENERAL	26 679 459.83 €	0.00 €	2 410 519.86 €

	Diminutions		VALEUR BRUTE fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
Sub investissement				
Sub 2001			128 972.81 €	
Sub 2004			825 250.10 €	
Sub 2005			499 999.91 €	
Sub 2006			1 000 000.66 €	
Sub HdV			2 126 000.00 €	
Sub M15			700 000.00 €	
Sub 2007			1 174 000.00 €	
Sub 2008			4 100 000.00 €	
Sub 2009			3 000 000.00 €	
Sub 2010			3 501 000.00 €	
Sub 2011			1 486 000.00 €	
Sub 2012			300 000.00 €	
Sub 2013			540 000.00 €	
Sub 2014			270 000.00 €	
Sub 2015			300 000.00 €	
Sub 2016			300 000.00 €	
Sub 2017			300 000.00 €	
Sub 2018			300 000.00 €	
Sub 2019			150 000.00 €	
Sub Mazas			1 560 636.00 €	
Sub Boulogne			2 249 562.00 €	
Sub Scholecher			1 710 000.00 €	
Sub Bédier			322 057.75 €	
Sub rue du pre			2 246 500.46 €	
TOTAL GENERAL	0.00 €	0.00 €	29 089 979.69 €	0.00 €

Provisions

Les provisions constituées à l'issue de l'exercice 2019 dont le détail est présenté dans le tableau figurant ci-dessous, portent sur :

- Le risque financier à la charge de l' ASPP relatif au départ de salariés et aux actions prud'homales en cours.

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN (en €)

NATURE DES PROVISIONS	montant au début de l'exercice	augmentation dotaions de l'exercice	Diminution : reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
réserves de trésorerie				-
amortissements dérogatoires				-
différence sur réalisation d'élément d'actif				-
Total I	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges				
provisions pour litiges	-	-	-	-
provisions pour litiges perso.	152 000,00	-	44 000,00	108 000,00
provisions pour amendes et pénalités	-	-	-	-
provisions pour pensions	1 188 355,63	1 202 852,84	1 188 355,63	1 202 852,84
provisions pour grosses réparations	-	-	-	-
provisions pour risques d'emploi	-	-	-	-
autres provisions pour risques et charges	-	-	-	-
Total II	1 340 355,63	1 202 852,84	1 232 355,63	1 310 852,84
Provisions pour dépréciation				
sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-
sur immobilisations corporelles	-	-	-	-
sur immobilisations financières	-	-	-	-
sur stocks en et en-cours	-	-	-	-
sur comptes clients et autres créances	130,00	140,00	160,00	110,00
autres provisions pour dépréciation (actifs financiers)	-	-	-	-
Total III	130,00	140,00	160,00	110,00
TOTAL GENERAL (I + II + III)	1 340 485,63	1 202 992,84	1 232 515,63	1 310 962,84

➤ **Les indemnités retraite** : la provision pour indemnités retraite est déterminée en fonction de l'ancienneté, de l'âge du salarié, des dispositions de la convention collective et d'hypothèses statistiques.

- Le taux de rendement financier actifs L.T. (Valeur du TEC au 31 déc 2019) est de **0.094%**
- L'âge de départ à la retraite est de 65 ans.
- Le taux de rotation est lent
- La revalorisation des salaires : 1,012%
- Table de mortalité tableau 68 : 2013-2015

La provision est calculée sur la base d'une mise à la retraite par l'employeur des salariés ayant atteint l'âge de 65 ans.

Dettes :

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit	0.00	0.00	
Avances et acomptes reçus sur commandes	269 363.09	269 363.09	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 328 141.65	1 093 113.63	235 028.02
Dettes fiscales et sociales	1 538 347.86	1 538 347.86	
Dépôts reçus	28 050.62		28 050.62
Autres dettes	2 969.00	2 969.00	
Total	3 166 872.22	2 903 793.58	263 078.64

Charges à payer :

DETAIL DES CHARGES A PAYER

	31/12/2019	31/12/2018
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
408000 fournisseurs factures non parvenues immobilisations	-	-
408001 fournisseurs factures non parvenues biens et services	156 850.34	83 485.26
408010 fournisseurs factures non parvenues restauration	47 998.92	83 172.36
408020 fournisseurs factures non parvenues : immobilisations	-	-
408050 fournisseurs factures non parvenues	3 380.00	3 300.00
408060 fournisseurs factures non parvenues : subventions - repas	20 987.06	68 938.35
408070 aide à la construction non établie	35 170.89	34 838.97
408400 fournisseurs factures non parvenues immobilisations	12 618.70	196 061.42
total	277 005.91	469 796.36
Dettes fiscales et sociales		
428200 dettes provision/congés à payer	562 610.56	544 419.14
428600 personnel autres charges à payer intéressement	94 946.84	-
428620 personnel autres à charges à payer	71 057.15	76 310.45
438600 charges à payer organismes sociaux	259 782.75	291 742.87
438620 autres charges sociales à payer	-	-
438700 SS - Produits à recevoir	-	-
438702 Remboursement Prévoyance	45 274.90	19 272.18
471002 Compte d'attente Trésorerie	-	530.74
448600 Etat - Charges à payer	31 683.49	31 036.56
468710 Produits à recevoir	-	-
total	1 065 355.69	963 311.94
total Général	1 342 361.60	1 433 108.30

- LE COMPTE DE RESULTAT

➤ **. CHARGES**

Charges exceptionnelles

Charges exceptionnelles	montant
pénalités et amendes fiscales	0.00
Charges litiges personnels	0.00
dons & libéralité	
valeur nette de cession / immo.	26 771.43
dotations aux provisions litiges personnel	0.00
dotations aux provisions litiges	
charges exceptionnelles diverses : autres	0.06
total	26 771.49

➤ **PRODUITS**

Produits exceptionnels

Produits exceptionnels	montant
quote-part subvention investissement	1 707 389.96
subvention exceptionnelle	
quote-part VNC sub d'investissement	20 160.52 €
produits de cession (immobilisations)	0.00 €
produits sur exercice antérieur	0.00 €
reprises litiges personnels & risques	44 000.00 €
reprises sur amortissements	
reprises prov. clients douteux	160.00 €
produits exceptionnels divers	27 830.06 €
cartes perdues monétique	1 083.52 €
total	1 800 624.06 €

4- AUTRES POINTS :

L'effectif de l'ASPP au 31 décembre 2019 est de **279** personnes dont **23** cadres et **256** non cadres soit **262** CDI et **17** DD.

Conformément aux directives de l'article 20 de la Loi du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, nous indiquons que les rémunérations brutes versées aux trois plus hauts cadres dirigeants de l'association pour l'exercice 2019 **représentent un montant global de 367 876€.**

Le montant des honoraires du Commissaire aux Comptes est de **22 750.00€ HT.**

5- POINTS PARTICULIER :

Evénements postérieurs à la clôture :

Point sur le COVID :

- L'émergence et l'expansion du coronavirus début 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales au plan mondial. Cette situation a eu des impacts sur notre activité depuis le 17 mars 2020, sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation. La situation est extrêmement évolutive et volatile. Il est difficile, à ce stade, d'en estimer les impacts financiers sur notre activité.
- Face à cette crise et dans le contexte de confinement, l'ASPP a pris un certain nombre de mesures :
 - ❖ Depuis le 17 mars 2020 et dans le but de lutter contre la propagation du Covid-19, l'ASPP a procédé à la fermeture complète de l'ensemble de ses Centres, seules certaines activités administratives indispensables ayant été maintenues.
 - ❖ L'activité partielle pour un certain nombre de salariés ne pouvant exercer du télétravail et du télétravail pour les autres pour assurer la continuité de l'activité, notamment dans le cadre de la conservation des biens d'équipements et de leur maintien fonctionnel.
 - ❖ L'association n'a pas sollicité à date, de prêt garanti par l'Etat.

◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆